



SKILLS

KNOWLEDGE

ABILITY

NOTE D'ORIENTATION DE LA CEA



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

NOVEMBRE
2020

COMMENT TIRER PARTI DES EXPÉRIENCES D'AILLEURS POUR BÂTIR LES COMPÉTENCES EN VUE D'UNE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

PAR:

ABEL AKARA TICHA,

NOTE D'ORIENTATION DE LA CEA

EXPERT EN COMMUNICATION, BUREAU SOUS RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE CENTRALE, CEA

1. INTRODUCTION

Le développement insuffisant des compétences et la faible productivité entravent l'avantage concurrentiel et le potentiel de diversification économique des pays d'Afrique centrale. Cependant, s'ils s'inspirent des mesures récentes prises par l'Éthiopie pour la promotion de l'enseignement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) et tirent les leçons de l'expérience de pays tels que le Japon et l'Afrique du Sud entre autres, alors la sous-région peut également encourager une révolution des compétences dans les domaines de la formation et du déploiement des ressources humaines afin de mieux répondre aux défis et aux opportunités de diversification économique en Afrique centrale.

2. ÉNONCÉ DU PROBLÈME ET IMPORTANCE DE SA RÉOLUTION IMMÉDIATE

Il existe une forte inadéquation entre les compétences développées dans les établissements secondaires et tertiaires, y compris les écoles techniques et professionnelles des pays d'Afrique centrale et l'urgence de l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, l'Agenda 2063 de l'Union africaine et l'impératif de diversification économique au sein

de la sous-région. Comme de nombreuses autres régions du continent, l'Afrique centrale connaît une pénurie d'ingénieurs, de scientifiques agricoles et d'autres professionnels nécessaires à l'industrie. La sous-région, bien que matérialisée à suffisance dans le scénario d'une Afrique élargie nécessitant 4,3 millions d'ingénieurs et 1,6 million d'agronomes, s'emploie à produire 80% de diplômés en sciences sociales et humaines chaque année et peu de spécialisation dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie, des mathématiques et de l'innovation (STEMi) (African Capacity Building Foundation 2017).

Il est possible d'évaluer le niveau de compétence en matière de diversification économique en Afrique centrale en examinant le classement des pays de la sous-région dans le Global Competitive Index (GCI) 2019 du Forum économique mondial (FEM)(World Economic Forum 2019), l'indice mondial de l'innovation 2019 sur "Creating Healthy Lives—the Future of Medical Innovation" par l'Université Cornell, l'INSEAD et l'Organisation mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)(Cornell University, INSEAD & WIPO 2019).

Le GCI mesure les progrès des pays par rapport à 12 facteurs de productivité dont 4 sont directement liés au renforcement des compétences, à savoir : les compétences, la capacité d'innovation, les conditions du marché du travail et le

niveau d'adoption des TIC. Les autres facteurs sont : les institutions ; les infrastructures ; la stabilité macroéconomique ; la santé ; le marché de produits ; le système financier ; la taille du marché et le dynamisme des entreprises. Sur les 141 pays examinés en 2019, le pays le plus performant d'Afrique centrale est le Rwanda, qui occupe le 100e rang. Dans ce classement, six autres pays de la sous-région se situent dans le 75 e percentile (le moins performant), avec le Gabon en tête du groupe des pays les plus performants, à la 119e place, et le Tchad derrière l'ensemble de l'indice à la 141e position. Le tableau ci-dessous présente le classement desdits pays selon l'indice dans les quatre piliers directement liés aux compétences en matière de diversification économique.

TABEAU 1 : PERFORMANCE DES PAYS D'AFRIQUE CENTRALE FIGURANT DANS LE GLOBAL COMPETITIVE INDEX 2019

Pays	Classement général	Compétences (note en %)	capacité d'innovation (note en %)	conditions du marché du travail (note en %)	Adoption des TIC (note en %)
Rwanda	100	40,1	30,9	63,6	37,6
Gabon	119	51	29	42,2	10,8
Cameroun	123	47,8	30,8	52,1	24,8
Burundi	135	36,6	24,4	50,7	14,8
Angola	136	29,1	18,8	46,8	30,5
RDC	139	42,3	18,0	48,3	19,1
Tchad	141	29,0	27,7	42,2	10,8

La performance des pays d'Afrique centrale dans le GCI 2019 ci-dessus, reflète également la classification de la région dans l'Indice mondial de l'innovation 2019 qui classe 129 pays en termes de production d'innovation tirée par les institu-

1 Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique. 2017.

"Africa Capacity Report 2017 Building Capacity in Science, Technology and Innovation for Africa's Transformation." www.acbf-pact.org. Consulté le 3 août 2020. <https://elibrary.acbf-pact.org/acbf/collect/acbf/index/ashoc/HASH01ad/e44e7241/b749d69a/1a6c.dir/ACR2017%20English.pdf>.

2 Forum économique mondial. 2019. «Le rapport mondial 2019 sur la compétitivité». www.weforum.org. Édité par Klaus Schwab. Consulté le 6 août 2020. http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf.

3 Université Cornell, INSEAD et OMPI. 2019. "2019 Global Innovation Index: Creating Healthy Lives—The Future of Medical Innovation." Vers.

12. Édité par Soumitra Dutta, Bruno Lanvin et Sacha Wunsch-Vincent.

Consulté le 6 août 2020. <https://www.globalinnovationindex.org/gii-2019-report#>.

tions, le capital humain et la recherche, les infrastructures, la sophistication du marché et des entreprises. Le Rwanda - classé 94 e et le Cameroun - classé 115 e sont les deux seuls pays d'Afrique centrale à figurer dans le classement, tous deux dans le 70 e percentile des états les plus performants.

Cette faible performance des pays d'Afrique centrale dans les classements internationaux est le résultat, entre autres, d'un développement insuffisant des compétences. Ce qui nuit à la compétitivité et entrave la diversification économique. Ce problème doit être affronté résolument si l'Afrique centrale entend construire des économies résilientes, diversifiées et compétitives à l'échelle mondiale, mieux protégées contre les chocs liés à l'offre et la demande, y compris ceux induits par la COVID-19.

3. QUELQUES CONDITIONS ESSENTIELLES POUR LA MISE SUR PIEDS D'UNE BASE DE COMPÉTENCES EFFICACE EN VUE DE LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

1. Réactivité des systèmes de formation aux exigences mondiales évolutives: Les systèmes de développement des compétences doivent produire des ressources humaines prêtes à être utilisées dans le monde réel, capables de répondre aux besoins en constante évolution de l'industrie. Les liens entre les centres de formation et l'industrie, en particulier dans les pôles industriels tels que les zones économiques spéciales, peuvent conduire à une formation de la main-d'œuvre et à un développement rentable, efficace et réactif des compétences. Il est nécessaire d'établir des partenariats public-privé impliquant les gouvernements, les établissements de formation et le secteur privé non seulement pour surmonter les contraintes financières liées aux programmes et projets de développement des compétences, mais aussi pour les arrimer aux besoins dynamiques de l'industrie. À cette fin, l'Afrique centrale peut apprendre de l'expérience réussie de création de partenariats entre les centres de formation norvégiens et le parc industriel de Raufoss et entre l'Université d'Oslo et les petites et moy-

ennes entreprises (PME).

Contact : Parc industriel de Raufoss :

<https://www.raufossindustriepark.no/kontakt>

Contactez l'Université d'Oslo :

Partenariats institutionnels : e-mail

international@oslomet.no

<https://www.oslomet.no/en/about/contact>

2. Audit comparatif systématique des besoins du marché et des compétences disponibles :

Les gouvernements d'Afrique centrale doivent systématiquement étudier les besoins changeants du marché par rapport à l'ensemble des compétences disponibles afin de combler les lacunes constatées. L'Afrique du Sud, par exemple, dispose d'un système bien développé d'audit des compétences/besoins du marché coordonné par le Department of Higher Education and Training (DHET), sous lequel opèrent des institutions telles que la Sector Education and Training Authority (SETA), la National Skills Authority et le National Skills funds. En fait, chaque année par exemple, le pays publie la liste des compétences essentielles en Afrique du Sud et le ministère des affaires intérieures l'utilise pour faciliter l'entrée des étrangers ayant les compétences nécessaires dans le pays (DHET - Republic of South Africa n.d.). Cela souligne la nécessité pour les pays d'Afrique centrale de renforcer la portabilité de leurs compétences dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

3. Qualité et efficacité des modules/pratiques de formation :

Les compétences requises doivent être acquises au bon moment, au bon endroit et de la manière la plus efficace. Les formateurs doivent être continuellement recyclés et exposés aux développements/mutations dans divers domaines de connaissances productives selon les besoins émergents de l'industrie. Les enseignements doivent également être tirés des programmes extérieurs de formation les plus avancés et adaptés aux besoins de la sous-région. La disponibilité des cours doit être

renforcée en plus de la mise à disposition de laboratoires pourvus d'équipements modernes pour la formation scientifique et d'ateliers ultra-modernes pour la formation technique et professionnelle.

4. Flexibilité des offres : Les programmes de développement des compétences doivent être conçus pour permettre à tous ceux qui le souhaitent (et en sont capables) de se former quels que soient le sujet, le temps ou les méthodes choisis. La pandémie de COVID-19 par exemple, a démontré à suffisance la puissance de l'apprentissage en ligne/à distance. Pour faire face à la pénurie de compétences, promouvoir la formation continue et faciliter l'accès à la formation technique et professionnelle en Afrique centrale, le coût de la formation professionnelle doit être réduit en utilisant, par exemple, un système de crédits transférables. Par exemple, le Système européen de crédits d'apprentissages pour l'enseignement et la formation professionnels (ECVET) créé en 2009. Il permet aux citoyens de l'Union européenne d'obtenir la validation et la reconnaissance des compétences et des connaissances professionnelles acquises dans différents systèmes et pays - afin que ces qualifications professionnelles puissent servir à vie partout dans l'Union (Union européenne 2009) .

4 DHET - Republic of South Africa. n.d. "Skills Development." <https://www.dhet.gov.za/>. Consulté le 4 septembre 2020. <https://www.dhet.gov.za/SitePages/SkillsDevelopmentNew.aspx>.

5 Union européenne. 2009. «Recommandation du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à l'établissement d'un cadre européen de référence pour l'assurance de la qualité dans l'enseignement et la formation professionnels (ECVET)». eur-lex.europa.eu. Consulté le 4 septembre 2020. [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32009H0708\(02\)&from=EN](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32009H0708(02)&from=EN).

5. Ease of access to skills-building: Les obstacles entravant inutilement l'accès à la formation, tels que le paiement à l'avance des frais et les limitations d'âge, devraient être éliminés. Le gouvernement et les entreprises privées devraient pourvoir de nombreuses possibilités de formation et de développement des compétences aux demandeurs et en particulier aux groupes marginalisés, notamment les jeunes, les femmes, les personnes vivant avec un handicap et les populations rurales. Les gouvernements ne doivent en outre pas être les seuls pourvoyeurs de fonds pour la formation continue dans les compétences essentielles. Ils devraient inciter le secteur privé à y contribuer. La Malaisie et Singapour collectent des impôts pour les fonds spéciaux de formation tandis que l'Argentine incite les PME à consacrer jusqu'à 8% des allocations salariales à la formation avec une option de remboursement.

6. Transférabilité/interopérabilité des compétences : Les compétences acquises dans le cadre de formations professionnelles formelles et continues doivent faire l'objet d'attestations/certifications. L'Afrique centrale devrait créer des systèmes de certification harmonisés des compétences essentielles à la diversification économique. Ce qui facilitera le transfert de compétences d'une industrie à l'autre et d'un pays à l'autre, un atout essentiel pour les chaînes de valeur régionales pertinentes. L'Europe a ainsi développé un système efficace d'interopérabilité

6 Mastaki, Jean Luc. 2020.

"Bâtir les compétences pour la diversification économique en Afrique centrale : Tirer parti des expériences d'ailleurs."

<https://www.uneca.org/webinar-2-36-ice>.

Consulté le 3 août 2020.

https://www.uneca.org/sites/default/files/images/SROs/CA/jklm-n_pppt_webinar_skills_dvpt_july_2020.pptx.

ité de la formation. Les programmes de formation internationaux tels que l'Erasmus Mundus en Europe facilitent la mobilité des compétences par le soutien à la compréhension interculturelle (https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/node_en). Le « India International Skill Centers (IISC) » - www.nsdcindia.org/india-international-skill-centers aide à développer des compétences pour le marché mondial du travail et à les certifier selon les normes internationales afin de soutenir l'immigration basée sur les compétences.

Pour plus de détails sur les points ci-dessus, consultez Mastaki(2020) .

4. LEÇONS D'ETHIOPIE, DU JAPON ET D'AFRIQUE DU SUD

Plutôt que d'essayer de réinventer la roue, il est important de se tourner vers l'Éthiopie et l'Afrique du Sud et plus à l'est vers le Japon pour trouver des exemples spécifiques de la manière dont les pays peuvent améliorer le développement des compétences et l'arrimer à leurs objectifs de développement stratégique. Le Japon a réussi à se ressaisir très rapidement pour

7 Economic Commission for Africa. 2013. African Science, Technology and Innovation Review 2013. Addis Ababa: ECA. Consulté le 7 août 2020. https://www.uneca.org/sites/default/files/Publication-Files/st_innovation_report.pdf.

8 Gessese, Nabiyeleul. 2020. "Export substitution to leverage agribusiness, leather production and aviation services – what to learn from Ethiopia." www.uneca.org. Consulté le 10 septembre 2020.

https://www.uneca.org/sites/default/files/images/nabiyeleul_gessese_presentations_combined_webinar_30_jul_2020.pdf.

9 Shoko, Yamada. 2020. "Adaptive skills development to boost economy: The experience of post-WWII Japan and its implications for Africa." www.uneca.org. Consulté le 8 février 2020.

https://www.uneca.org/sites/default/files/images/SROs/CA/presentation_shoko_yamada_uneca_july_2020.pdf.

engager sa réforme structurelle dès les années 1900 et réorganiser son économie après les dégâts de la Deuxième Guerre mondiale. L'Afrique du Sud a mis à profit sa richesse minière pour favoriser la diversification économique. L'Éthiopie déploie des efforts importants pour transformer structurellement son économie en ajustant ses priorités de développement des compétences afin de mener à bien son programme de substitution des importations. Sur la base des actes d'un webinaire sur «Bâtir les compétences pour la diversification économique en Afrique centrale : tirer parti des expériences des référents efficaces et établir des partenariats», organisé par la CEA le 30 juillet 2020, voici des leçons spécifiques à émuler de ces pays :

Éthiopie

La stratégie de l'Éthiopie a consisté à associer une vision de substitution des importations à un vaste programme de recalibrage des compétences – le modèle 70:30, selon lequel 70% des étudiants entrant dans les établissements de formation supérieure et professionnelle sont orientés vers des cours de sciences et de technologie (Economic Commission for Africa 2013) .

Dans cette configuration, le pays accorde la priorité à trois secteurs : l'agroalimentaire, la maroquinerie et l'aviation. Le renforcement intensif des compétences pour la transformation des cuirs et peaux, qui sont des sous-produits du gigantesque secteur bovin éthiopien, a fait fleurir son industrie du cuir (Gessese 2020) . Les marques internationales de chaussures et d'autres produits en cuir financent ou

s'engagent dans des coentreprises avec des entreprises locales qui fournissent une main-d'œuvre qualifiée dans les tanneries. L'Éthiopie est désormais un lieu de production de chaussures, sacs et autres vêtements de mode en cuir haut de gamme. L'industrie prospère grâce à 52% d'investissements locaux, 45% d'investissements directs étrangers (IDE) et 3% de portefeuilles de coentreprises (Gessese, ibid). Dans l'industrie de l'aviation, le pays a perfectionné avec succès ses compétences dans les métiers du transport aérien. Le succès d'Ethiopian Airlines, principale source d'entrée de devises dans le pays, en témoigne.

Avec cette stratégie, l'Éthiopie est assurée de se frayer un chemin dans la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et d'en tirer parti. Les pays d'Afrique centrale peuvent donc s'inspirer de l'adoption et de l'application assidue par l'Éthiopie du taux d'apprentissage de 70:30 qui privilégie l'acquisition de compétences en science et technologie pour répondre aux besoins en matière de fabrication et de diversification économique.

Japon

Selon Shoko (2020) , le Japon avait déjà une base de capacité productive solide, ayant atteint des taux d'alphabétisation et de calcul de 100% pour les enfants d'âge scolaire en 1900. Cela a facilité la mise en œuvre des politiques gouvernementales orientées vers le développement de la formation technique et professionnelle, en particulier dans le secteur des industries lourdes. Le niveau d'alphabétisation et de calcul du pays lui a donné

les moyens d'un retour rapide à la productivité après les lourdes pertes subies pendant la Deuxième Guerre mondiale, en particulier suite au bombardement atomique des villes d'Hiroshima et de Nagasaki.

Outre sa capacité à renforcer sa diversification économique après la Deuxième Guerre mondiale, le Japon n'a pas tardé à repérer et à exploiter plusieurs opportunités exogènes qui se présentaient alors. Au rang de celles-ci : le pouvoir d'achat d'autres pays asiatiques qui ont commencé à vivre un miracle économique à partir de 1950 et l'appétit des États-Unis, engagés dans la poursuite de la guerre en Corée et au Vietnam, pour les matériels militaires.

Ces situations ont créé une forte demande de produits japonais, incitant le pays à élargir sa base de compétences pour la diversification économique, notamment en développant et en accélérant le rythme des programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP). Des partenariats public-privé ont donc été créés et assortis de mesures spéciales visant à arrimer les modules de formation aux exigences du marché du travail.

À partir des années 1980, la montée de l'internationalisation des systèmes de production et les industries de services ont poussé le Japon à diversifier ses compétences, des compétences générales aux compétences spécialisées telles que la pensée critique, la créativité, la résolu-

tion de problèmes et l'innovation sur le lieu de travail.

Signification de l'expérience du Japon pour l'Afrique centrale : Premièrement, les programmes et politiques de formation doivent être constamment contrôlés, adaptés et modifiés dans la sous-région. Deuxièmement, il est essentiel d'investir dans le domaine de l'apprentissage continu des compétences techniques et comportementales telles que le travail en équipe, la communication, l'encadrement et l'innovation. Il existe même des possibilités pratiques de partenariat avec des institutions japonaises telles que l'Université de Nagoya qui gère le projet Skills and Knowledge for Youth (SKY) visant à mener l'audit de l'offre de compétences par rapport aux exigences du marché du travail et de l'industrie. Obtenez plus d'informations sur <https://skills-for-development.com>.

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud enregistre du progrès dans ses efforts pour réduire sa dépendance vis-à-vis du secteur minier. Le pays fait preuve d'agilité dans le recalibrage des compétences existantes dans son système d'enseignement supérieur vers les secteurs de la fabrication et des énergies renouvelables ainsi que vers l'économie du savoir (Fakir 2020) . L'une des raisons de cette flexibilité est l'existence du système d'audit des compétences du pays par rapport aux besoins du marché (via la liste des compétences essentielles en Afrique du Sud examinée dans la partie III ci-dessus), qui l'aide à arrimer les compétences sur les priorités identifiées

pour le développement durable.

Dans le passé, afin de combler ses besoins miniers et soutenir le régime apartheid, l'Afrique du Sud a développé des programmes d'ingénierie universitaires phares. Les dits programmes ont fourni les compétences nécessaires pour ses activités d'extraction et valorisation minière, la fabrication d'armes, l'extraction de charbon et de pétrole, ainsi que la production de ciment.

Cependant, avec l'effondrement du régime apartheid et les récents défis du changement climatique, le pays a capitalisé sur la modernisation des compétences de ses ingénieurs existants tout en redéfinissant les programmes phares d'ingénierie universitaire. Cela a été suivi par la mise en place d'unités de formation dans les zones économiques spéciales (ZES) comme celle du Cap qui se concentre sur l'économie verte. Les liens solides

entre les ZES du pays et les PME locales ont permis le transfert de compétences et les retombées de l'innovation, renforçant ainsi les impacts socio-économiques des grappes industrielles. La démarche a été entreprise en coentreprises avec des sociétés étrangères, ce qui a facilité le transfert de technologie. C'est ainsi que l'Afrique du Sud a réussi à développer son expertise dans la manufacture et les énergies renouvelables pour se positionner en tant qu'exportateur de produits finis, de connaissances et d'expériences.

L'exemple sud-africain montre qu'en se recyclant et en se reconvertissant grâce à des programmes de formation adaptés, les pays d'Afrique centrale peuvent utiliser leur base de compétences existante pour diversifier leurs économies (Fakir, *ibid*).



5. CONCLUSION

Les études de cas de l'Éthiopie, du Japon et de l'Afrique du Sud interpellent les pays d'Afrique centrale sur la manière d'aborder la problématique d'offre et de la demande de compétences auxquels la sous-région est confrontée. Au cœur de celui-ci, est la nécessité d'améliorer l'alignement entre les programmes de développement des compétences et les priorités nationales de développement et d'explorer les partenariats public-privé et les coentreprises pour le transfert de technologie, en particulier dans les zones économiques spéciales.

10 Fakir, Saliem, interview d'Abel Akara Ticha. 2020. Over a century of mineral beneficiation, manufacturing and quality services – Lessons on skills for economic diversification from South Africa YouTube (2:06 - 2:24). 30 juillet. Consulté le 10 septembre 2020. <https://youtu.be/VfjGMf-bl9ik>.

Document de politique générale révisé par :

1) Antonio Pedro,

Directeur du Bureau sous régional pour l'Afrique centrale, CEA

2) Jean Luc Mastaki,

Spécialiste des affaires économiques,
Bureau sous régional pour l'Afrique centrale, CEA

Pour commander

Pour commander des exemplaires de la note d'information « Émulation, adaptation et réplification : Ou comment les économies d'Afrique centrale peuvent tirer parti des expériences d'ailleurs pour développer des compétences en vue d'une diversification économique ;

Renseignements

Abel Akara Ticha - Responsable de la Communication
Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
637, rue 3.069, Quartier du Lac, Yaoundé, Cameroun
Tél: +237 222504348
Courriel: akara@un.org

Veillez contacter

Publications, Commission économique pour l'Afrique,
P.O. Box 3001, Addis Abeba, Ethiopie,
Tél : +251 11 544-9900, Fax : +251 11 551-4416,
Courrier électronique : ecainfo@uneca.org
Site web : www.uneca.org